

Pour un parti de toute la gauche

Demain la Gauche s'associe à la démarche de Marie-Noëlle LIENEMANN et Paul QUILLES d'une part, Jean-Pierre CHEVENEMENT et Georges SARRE d'autre part, pour un grand parti de toute la gauche.

Pour nous, il doit s'agir d'un parti de la majorité sociale, pas d'un puzzle reconstitué à partir des organisations existantes.

En cela, nous sommes particulièrement en phase avec le discours prononcé à Dampniat (Communauté d'Agglomération de Brive la Gaillarde, Corrèze), par Georges SARRE, en déplacement le 31 mai 2008 à l'invitation de Gauche Avenir, en compagnie de Marie-Noëlle LIENEMANN.

Discours-appel de Georges SARRE pour un parti de la majorité sociale

Mes camarades,

D'abord merci à Gauche Avenir Corrèze de m'avoir invité. Certains d'entre vous peuvent se demander : mais pourquoi fait-il 1000 kilomètres aller-retour pour venir en Corrèze, où il n'est candidat à rien ?!

C'est vrai que ma carrière politique, locale, parlementaire, ministérielle, est déjà riche d'expériences. Et si je continue à agir, ce n'est pas parce que, comme un automate, je serais programmé pour faire, encore et toujours, de la politique.

Non, j'aime servir le bien public. Je le fais dans le cadre de mes fonctions de Maire-adjoint de Paris.

Mais surtout, je suis là, avec vous, pour me battre ! Oui, chers camarades, je suis venu vous lancer, ce soir, un appel au combat ! Pas au combat entre nous, bien au contraire. Un appel à combattre, ensemble, pour faire avancer la société !

La Gauche d'aujourd'hui, parfois, nous désole. Mais souvenons-nous : qui a instauré l'Enseignement gratuit et obligatoire ? La Gauche ! Qui a instauré la laïcité ? La Gauche ! Qui a mis en oeuvre l'impôt sur le revenu, progressif et redistributif ? La Gauche ! Le droit du travail ? Les congés payés ? La Gauche ! Le salaire minimum ? Toujours la Gauche ! Je pense, bien sûr, au système de Sécurité Sociale, et le programme du Conseil National de la Résistance, n'était-il pas très largement inspiré par la Gauche ? Je pense aux services publics, dont on est bien placé, en Limousin, pour savoir qu'ils jouent un rôle irremplaçable pour l'égalité sociale et spatiale. Une poste qui ferme dans un canton : c'est la vie rurale qui meurt. Je pense à l'impulsion industrielle permise par les nationalisations. Oui, la Gauche a, depuis plus de deux siècles, depuis qu'elle existe en tant que telle, porté les grandes avancées de notre société, avec, aussi, le Gaullisme, que je ne néglige pas.

Ces grandes heures de l'Histoire, nous les connaissons. Et si nous sommes là ce soir, avec en tête toutes ces images, des luttes et des conquêtes d'hier, c'est parce que nous voulons, aussi, parler de la Gauche au futur ! Gauche – Avenir !

Seulement voilà… depuis plusieurs années, une vingtaine d'années environ, la Gauche et la France populaire se sont séparées.

La Gauche a ainsi perdu une grande partie de sa base électorale. Si l'on se fie aux résultats des dernières élections, et malgré le score honorable de Ségolène ROYAL, il est incontestable que l'électorat populaire ne s'est pas suffisamment mobilisé pour la Gauche, voire a voté Nicolas SARKOZY. La géographie électorale parle d'elle-même : quand le département du Nord vote à 52% pour le candidat de la Droite, alors qu'il a toujours voté pour le candidat socialiste sous la Ve République, sauf en 1965 (mais face à MITTERRAND, il y avait DE GAULLE), ce n'est pas un hasard. Quand, majoritairement, les banlieues et les zones péri-urbaines, moins aisées, votent SARKOZY, et les centre-ville ROYAL, cela veut dire quelque chose. Quand les cadres et professions libérales votent à 53% pour ROYAL, et les employés à 53% pour SARKOZY, cela veut dire quelque chose !

Donc il est clair et net que, malgré un léger mieux par rapport à la candidature JOSPIN de 2002, la Gauche n'a pas renoué en 2007 avec les classes populaires.

A contrario, Nicolas SARKOZY a réussi, par un tour de passe-passe communicationnel, à faire un hold-up sur l'électorat populaire, se faisant passer pour le candidat « de la France qui se lève tôt », du volontarisme politique face au fatalisme. La contradiction intrinsèque entre sa campagne électorale et sa politique se résume à un fait : la carte électorale du vote SARKOZY est presque la même que celle du vote NON au référendum du 29 mai 2005, et pourtant, en février dernier, Nicolas SARKOZY faisait revenir par la lucarne du Parlement réuni en Congrès la « Constitution Européenne », celle-là même qui avait été rejetée par la grande porte des urnes ! Voilà qui résume la grande manipulation sur laquelle repose l'élection présidentielle de 2007.

Mais Sarkozy, je dois le dire, n'aurait pas pu réussir ce sale coup, si des Parlementaires de Gauche ne lui avaient prêté main forte, lui offrant la majorité des 3/5e que l'U.M.P. n'avait pas seule !

Oui, ce 4 février 2008, ces Parlementaires là ont commis une faute grave. Pourquoi si grave ? Notre opposition à cette Europe oligarchique et ultralibérale n'est pas une opposition épidermique. Mais Jaurès disait qu'être socialiste, c'est commencer par identifier où s'exerce le pouvoir, et faire la critique de cet exercice. Or, aujourd'hui, le pouvoir est à Bruxelles : 80% des lois et règlements dans le domaine économique et social découlent du droit communautaire primaire et dérivé. Et Bruxelles n'a qu'un mot à la bouche, mettre en concurrence les entreprises, les territoires, et finalement les peuples et les individus.

Ce faisant, l'Europe libérale est le chausse-pied des puissances financières mondialisées.

Or le système financier mondial, le capitalisme post-industriel et post-national que nous connaissons depuis vingt-cinq ans, est en crise. La crise financière en cours se solde déjà par une perte de plus de 300 milliards de dollars. Elle a été précédée, depuis des années, par une crise industrielle et une crise de l'emploi qui a provoqué l'apparition, dans les pays développés, d'un chômage de masse, et d'une ultra-précarité. En France, c'est 2 à 3 Millions de chômeurs, et 7 millions de travailleurs pauvres ! Et la crise mondiale est même désormais une crise alimentaire, au point que l'ONU vient de créer une cellule de crise pour « nourrir les affamés », jugeant que « les prochaines semaines sont critiques. » Selon les déclarations officielles de l'ONU : « pour deux milliards de personnes, les prix alimentaires élevés sont maintenant une question de combat quotidien, de sacrifice et même de survie »…

Le voilà, le bilan de la mondialisation libérale !

Alors, qui est moderne, qui est archaïque ? Les archaïques, ce sont eux : ceux qui veulent maintenir et aggraver ce système, vieux de 25 ans, dont la déroute est désormais patente !

Et les modernes, ce sont ceux qui veulent un commerce mondial régulé, des économies davantage continentales, chaque continent produisant à peu près ce dont il a besoin, pour éviter les flux incontrôlables et polluants. C'est nous, qui prônons la re-localisation de l'économie. C'est nous, qui avons l'ambition d'imposer ce nouvel ordre économique mondial. Mais pour cela, encore faut-il que la puissance publique soit réaffirmée. Et pour que la puissance publique soit réaffirmée, il faut que la citoyenneté, sa substance, soit relevée. J'insiste, chers camarades.

Droite, gauche, centre, extrême gauche, extrême centre, tous pourront alterner au pouvoir ! Si nous ne visons pas l'alternative à la mondialisation et à l'Europe néo-libérales, ces alternances seront vaines.

J'entends beaucoup de candidats à la tête du PS ou, déjà, candidats à l'Elysée, qui rivalisent de zèle pour proposer la même politique que celle suivie par la gauche au pouvoir après le tournant de la rigueur et pendant les années Jospin. J'ai envie de leur dire : cessez de regarder dans le rétroviseur.

Il n'est pas utile d'essayer, encore, d'autres variantes de la même politique. Il faut changer DE politique ! Aujourd'hui que la crise systémique est flagrante, il faut ouvrir les yeux : face à la finance mondialisée, les citoyens doivent se réapproprier la souveraineté et réhabiliter la puissance publique. Voilà la réponse à l'oligarchie mondiale. Là est l'enjeu contemporain !

Pour réussir le changement, il ne suffit donc pas que la Gauche revienne au pouvoir. Il faut qu'elle réalise un véritable travail de refondation. Pas des rafistolages ou des échafaudages d'appareils. Une re-naissance.

Quand, avec Jean-Pierre CHEVENEMENT, nous appelons à créer le grand parti de toute la Gauche, nous ne pensons pas d'abord à reconstituer un puzzle à partir de petits morceaux qui seraient les partis de gauche actuels. Non, nous voulons d'abord créer le parti de la majorité sociale. Qu'est-ce qui a toujours fait la force de la Gauche ? En entrant à l'Elysée en 1981, François MITTERRAND a déclaré : « la majorité politique des Français démocratiquement exprimée vient de s'identifier à sa majorité sociale ». C'est cette majorité sociale, réunie dans les urnes autour d'un projet politique, que nous devons retrouver.

Il faut que les Français comprennent que, contrairement à ce que le Président de la République et le gouvernement veulent leur faire croire, il n'y a pas d'intérêts contradictoires entre fonctionnaires, salariés du privé, professions libérales, petits entrepreneurs, chômeurs, retraités. La politique du gouvernement consiste à faire croire aux uns qu'on les habillera en déshabillant les autres. On dresse les parents d'élèves contre les enseignants en grève. On finance le RSA avec la Prime pour l'Emploi, autrement dit on dresse les travailleurs contre les chômeurs. On redistribue aux pêcheurs une partie de la TVA sur les carburants au lieu de la baisser pour tout le monde, autrement dit on dresse l'automobiliste contre le pêcheur. On allonge la durée de cotisation pour financer les retraites, autrement dit on dresse le salarié contre le retraité !

Et dans tout cela, il y a un grand absent des discours gouvernementaux : le capital mondial.

Personne ne parle des bénéfices de TOTAL (près de 13 Milliards d'Euros en 2007) et des autres compagnies pétrolières, quand on aborde la question du prix du carburant !

Personne –sauf la Cour des Comptes- ne parle des exonérations de cotisations sociales pour les stocks options : un manque à gagner de 3 Milliards d'Euros, qui combleraient à eux seuls le quart du déficit de la Sécurité Sociale, bien plus que les franchises médicales !

Personne ne dit que, depuis vingt ans, plus de 10 points de valeur ajoutée sont passés de la rémunération du travail vers la rémunération du capital.

L'infirmière libérale qui circule en voiture et l'infirmière des hôpitaux qui va à son travail en voiture, elles sont dans la même majorité sociale face à Total !

Le cheminot qui cotise et l'employé du privé qui cotise aussi, sont dans la même majorité sociale, face à l'attributaire de stock-options !

Le petit patron, pressuré par l'usure des banques, les contraintes imposées par les multinationales que sont ses clients et ses fournisseurs, est dans la même majorité sociale que ses employés !

Il existe, dans ce pays, une majorité sociale de gens qui vivent de leur travail ou qui en cherchent un, et qui partagent en réalité les mêmes intérêts, face à ceux qui vivent de leur rente !

C'est cette majorité qu'il faut rassembler, structurer autour d'une analyse critique de la mondialisation financière. C'est cette majorité dont il faut éveiller l'engagement civique, favoriser la cohésion républicaine, encourager l'exigence de souveraineté démocratique. C'est cette majorité qu'il faudra, demain transformer en majorité politique.

Et c'est cela, le grand parti de toute la gauche que nous appelons de nos vœux. Ce parti doit faire l'analyse de la mondialisation financière sous domination américaine, la critique de la construction européenne libérale et oligarchique, et proposer de redresser le Citoyen pour qu'il exerce sa Souveraineté !

Voilà la démarche que nous engageons. Nous proposons un contenu et une volonté pour un grand parti de toute la gauche, pas une manœuvre d'appareil.

Alors je suis heureux de commencer par la Corrèze pour promouvoir cette initiative. Parce que la Corrèze est une terre de résistance, où le patriotisme et la défense d'une certaine idée du progrès social sont toujours allés de paire.

Je forme le vœu qu'en Corrèze, le « grand parti de la gauche » avance vite, mais aussi sur des bases claires, avec Jean COMBASTEIL, Georges MARTEL, Thérèse TRANNOY, Dominique GRADOR, Pierre DEGAS, Jacques SOULETIE, avec vous toutes et vous tous !… Nous avons en commun d'avoir voté NON à la « Constitution Européenne ». Ce n'est pas une condition nécessaire ni même suffisante pour participer à la démarche du grand parti de la gauche, mais c'est souvent le signe d'une analyse juste de la crise systémique qui est devant nous.

Fondateur du Parti Socialiste à Epinay, et conscient que le cycle politique ouvert alors est aujourd'hui achevé, je vous aiderai à ouvrir une nouvelle ère. Et je vous souhaite, je nous souhaite, de réussir à nouveau à jeter les bases d'un rassemblement, d'un volontarisme retrouvé, d'une clairvoyance recouvrée, et donc d'un nouveau souffle d'espoir.

Haut les cœurs !

Vive la République,
vive le Socialisme ! >>

Georges SARRE